



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 30 août 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2007 2

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 2,2 milliards de dollars pour atteindre 8,4 milliards de dollars au deuxième trimestre. Dans le compte capital et financier (non désaisonné), la croissance de l'actif international du Canada a distancé nettement celle du passif international.

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, juillet 2007 9

En juillet, la diminution des prix des métaux et la force du dollar canadien ont entraîné à la baisse les prix des produits manufacturés pour un troisième mois consécutif, tandis que le bond des prix du pétrole brut a poussé les prix des matières brutes à la hausse.

Emploi dans le secteur public, deuxième trimestre de 2007 14

Indicateurs des écoles publiques, 1998-1999 à 2004-2005 15

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques, juin 2007 16

Volaille et oeufs, 2007 16

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers, juillet 2007 16

Nouveaux produits 18



Communiqués

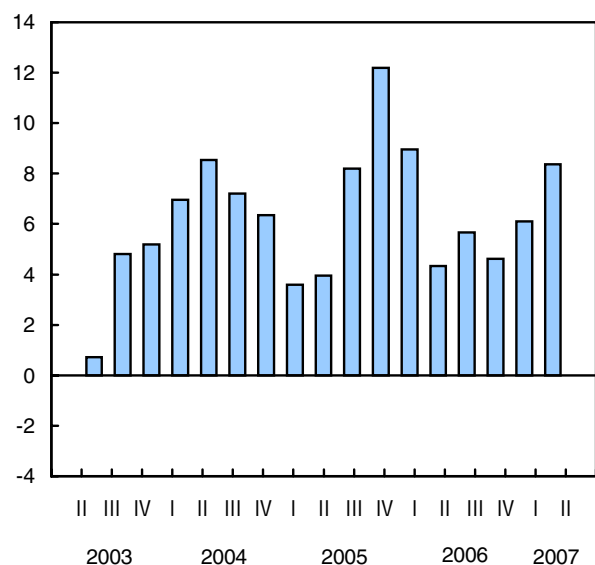
Balance des paiements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2007

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 2,2 milliards de dollars pour atteindre 8,4 milliards de dollars au deuxième trimestre. La majorité de l'accroissement provenait d'une troisième amélioration consécutive de l'excédent du commerce des biens alors qu'on enregistrait un léger repli des importations au deuxième trimestre.

Solde du compte courant

En milliards de dollars Données désaisonnalisées



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), la croissance de l'actif international du Canada a distancé nettement celle du passif international. Les investissements de portefeuille canadiens en titres étrangers sont demeurés le déterminant principal de l'augmentation de l'actif international.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Compte courant

Nouvelle augmentation de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a connu un troisième trimestre consécutif de progression et a atteint son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre de 2005. L'augmentation de 1,6 milliard de dollars a porté l'excédent à 16,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, à la suite d'une baisse de 2,0 milliards de dollars des importations.

Après avoir atteint un sommet au premier trimestre, les importations se sont contractées de 2,0 milliards de dollars, ce qui les a ramenées à 102,8 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les importations de machines et de matériel, de produits automobiles et de biens de consommation se sont toutes repliées, essentiellement en raison de baisses de prix. Les produits énergétiques ont fait exception, leurs importations ayant crû de 1,1 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent.

Une part de 1,0 milliard de dollars du recul de 1,3 milliard de dollars des importations de produits automobiles était attribuable aux pièces de véhicules automobiles, qui sont habituellement étroitement liées aux exportations de voitures.

Les exportations de matières industrielles ont augmenté de 1,4 milliard de dollars pour atteindre un septième sommet consécutif (27,4 milliards de dollars). Des replis des exportations d'autres biens ont fait contrepoids à cette progression, si bien que les exportations totales sont restées pour ainsi dire au même niveau qu'au premier trimestre.

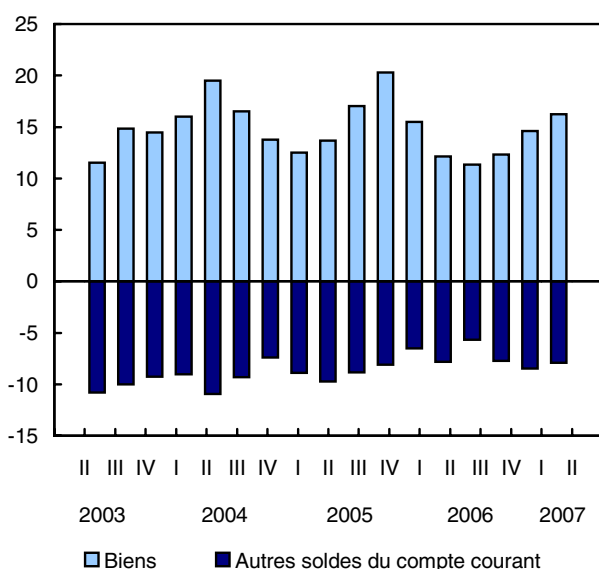
Encore une fois, l'augmentation des exportations de matières industrielles a été surtout attribuable à des hausses de prix. La majeure partie de l'accroissement provenait des produits chimiques inorganiques, qui comprennent l'uranium, et des composantes de nickel et de cuivre, dont les prix ont augmenté en moyenne de près de 30 % au deuxième trimestre.

La valeur des produits énergétiques exportés a connu une hausse de 0,6 milliard de dollars, qui s'explique par l'augmentation du volume et des prix des produits énergétiques dérivés du pétrole et du charbon. Cependant, les exportations de pétrole brut ont chuté d'un demi-milliard de dollars au deuxième trimestre.

Solde des biens et autres soldes du compte courant

En milliards de dollars

Données désaisonnalisées



Ces hausses ont été annulées par des diminutions des exportations de produits automobiles et de machines et de matériel. Les exportations de voitures, de camions et de leurs pièces ont été de 19,4 milliards de dollars, en baisse de 1,5 milliard de dollars. Les

exportations de produits automobiles ont accusé un affaiblissement persistant ces derniers temps. De fait, c'est au cours des cinq derniers trimestres que les cinq plus bas niveaux depuis la fin de 1998 ont été observés.

Les exportations de produits forestiers ont poursuivi leur tendance à la baisse. Depuis trois ans, les exportations de produits forestiers ont fléchi de plus de 25 %. Un marché résidentiel à la baisse aux États-Unis et un dollar canadien fort ont eu pour conséquence de baisser les volumes exportés ainsi que de diminuer les prix pour les producteurs canadiens.

Légère amélioration du déficit des services

Pour un deuxième trimestre consécutif, le déficit des services a connu un léger recul, mais est demeuré près de son sommet.

Pour un deuxième trimestre consécutif, le déficit au chapitre des voyages a reculé de 0,1 milliard de dollars. Un plus grand nombre de voyageurs des États-Unis sont venus au Canada, tant pour des voyages d'un jour que pour des voyages de plus longue durée au deuxième trimestre, ce qui a provoqué une augmentation de 4 % des dépenses des visiteurs américains.

Les dépenses de voyage des Canadiens aux États-Unis ont reculé de 3 % au deuxième trimestre, malgré une augmentation du nombre de Canadiens voyageant au sud de la frontière. L'accroissement du nombre de voyageurs aux États-Unis était essentiellement attribuable aux voyages d'un jour. Bien que, en règle générale, ces voyageurs représentent 60 % de l'ensemble des Canadiens voyageant aux États-Unis, leurs dépenses ne constituent qu'environ 10 % de l'ensemble des dépenses de voyage des Canadiens dans ce pays.

Le déficit des transports s'est aussi contracté de 0,1 milliard de dollars, en raison surtout des frais de transport des voyageurs. En même temps, le déficit des services commerciaux a connu une légère hausse, étant demeuré à son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre de 2004. L'augmentation du déficit des services financiers a été partiellement épongée par une baisse du déficit des opérations de redevances et des droits de licence.

Le déficit du revenu de placements demeure stable

Comme les recettes et les paiements ont à peine bougé au deuxième trimestre, le déficit au chapitre du revenu de placements est demeuré à 4,1 milliards de dollars.

Les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers au Canada ont crû de 0,4 milliard de dollars et ont atteint 8,5 milliards de dollars, se situant à quelques millions à peine du sommet enregistré au

troisième trimestre de 2005. Cela a été partiellement atténué par une légère baisse des paiements d'intérêts, en particulier sur les obligations des sociétés et des entreprises provinciales, deux secteurs comptant sur une part importante des émissions d'obligations en dollars américains.

Les bénéfices provenant des placements directs canadiens à l'étranger ont accusé un léger repli de 0,1 milliard de dollars, tombant ainsi à 7,5 milliards de dollars, ce qui reste néanmoins élevé par comparaison avec les niveaux précédents.

Les revenus d'intérêts sur les obligations étrangères ont poursuivi leur croissance, progressant encore de 0,1 milliard de dollars au deuxième trimestre. Les Canadiens ont fait des acquisitions importantes d'obligations étrangères ces dernières années.

Compte financier

Les investissements canadiens en titres étrangers maintiennent leur vigueur

Après avoir atteint un sommet de 26,0 milliards de dollars au trimestre précédent, les investissements canadiens en titres étrangers ont maintenu leur rythme effréné au deuxième trimestre. Prolongeant une tendance bien établie, les acquisitions de 23,8 milliards de dollars ont porté principalement sur des obligations étrangères, la majeure partie du reste ayant porté sur des actions étrangères.

Les investissements en obligations étrangères sont demeurés soutenus au deuxième trimestre, les investisseurs canadiens en ayant acquis pour 16,0 milliards de dollars, talonnant de près le sommet de 16,5 milliards de dollars atteint au premier trimestre. Environ 10 milliards de dollars des investissements en obligations étrangères étaient des obligations libellées en dollars canadiens (obligations feuille d'érable), ce qui porte le total depuis le début de l'année à 22,8 milliards de dollars.

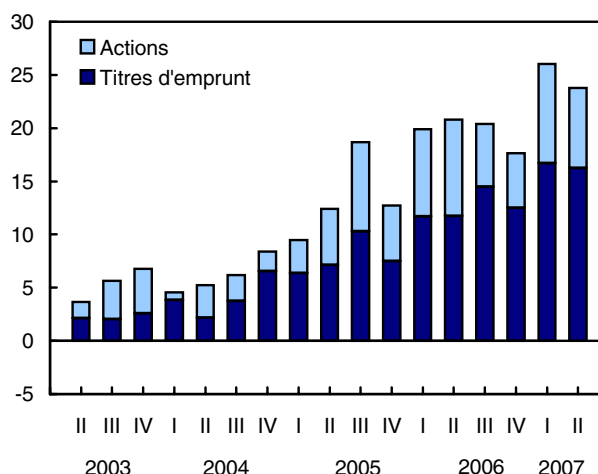
Les Canadiens ont acheté pour 7,5 milliards de dollars d'actions étrangères au deuxième trimestre, après en avoir acheté pour 9,3 milliards de dollars au premier trimestre. Près des deux tiers (4,9 milliards de dollars) sont allés en actions non américaines, ce qui constitue le plus important investissement trimestriel en actions non américaines depuis le deuxième trimestre de 2001.

Les investissements en instruments du marché monétaire étranger ont été de 239 millions de dollars pour le trimestre et ont porté surtout sur les émissions de sociétés américaines. Cependant, un important désinvestissement en bons du Trésor des États-Unis

a largement atténué ces acquisitions. Au cours du trimestre, l'écart de taux d'intérêt sur les bons du Trésor canadien et américain a continué de se contracter en faveur du Canada.

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger¹

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements directs à l'étranger tombent à leur plus bas niveau en cinq trimestres

Les investissements directs à l'étranger se sont élevés à 9,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, ce qui représente un net ralentissement après quatre trimestres vigoureux au cours desquels l'investissement moyen s'est élevé à 15,7 milliards de dollars.

L'investissement de ce trimestre s'explique dans une large mesure par l'injection de nouveaux capitaux dans des sociétés affiliées étrangères existantes, surtout sous forme de bénéfices réinvestis. Les investissements directs à l'étranger ont été dirigés presque entièrement vers le secteur de la finance et des assurances (9,4 milliards de dollars) et ont ciblé, en majeure partie, l'économie américaine (52 %).

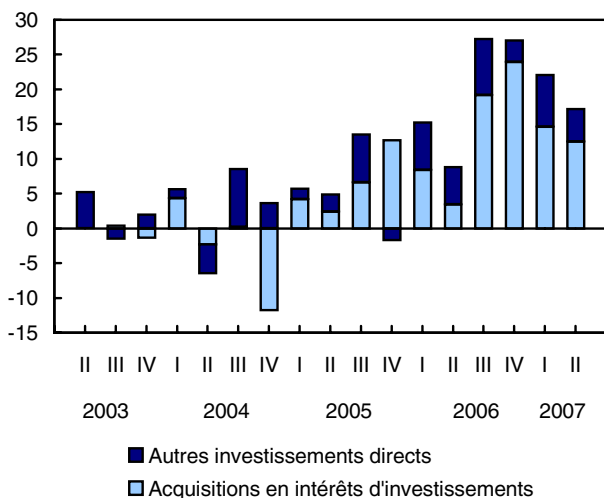
Les acquisitions gonflent les investissements directs étrangers au Canada

Les investisseurs directs étrangers ont injecté un montant additionnel de 17,1 milliards de dollars dans l'économie canadienne au deuxième trimestre, ce qui porte le total des investissements à 39,2 milliards de

dollars jusqu'ici cette année. Il s'agit du deuxième investissement en importance jamais réalisé pour les six premiers mois d'une année.

Investissements directs étrangers au Canada

En milliards de dollars



Les injections de capitaux étrangers au deuxième trimestre s'expliquent essentiellement par les acquisitions (12,4 milliards de dollars). Au cours des quatre derniers trimestres, les acquisitions étrangères dans l'économie canadienne ont représenté 70,1 milliards de dollars et les trois quarts de tous les fonds injectés par les investisseurs directs étrangers au cours de cette période.

Les investisseurs européens ont dominé au deuxième trimestre, ayant affiché des investissements totaux de 9,4 milliards de dollars, suivis des investisseurs américains (4,9 milliards de dollars). Le secteur de l'énergie et des minerais métalliques est demeuré un secteur de prédilection pour les investisseurs étrangers directs, ceux-ci y ayant investi pour un dixième trimestre consécutif (9,2 milliards de dollars).

Les investisseurs étrangers vendent une partie de leurs avoirs en titres canadiens

Les investisseurs étrangers ont vendu pour 4,8 milliards de dollars de leurs avoirs en titres canadiens au deuxième trimestre, soit leur premier désinvestissement en deux ans. Le désinvestissement du trimestre a touché presque uniquement les

obligations canadiennes, les avoirs en actions canadiennes n'ayant fait l'objet que d'une légère réduction. Cette réduction a été partiellement épongée par les investissements des non-résidents en instruments du marché monétaire canadien.

Les non-résidents ont retiré pour 4,9 milliards de dollars d'obligations canadiennes de leur portefeuille de placements, entièrement en raison des 6,0 milliards de dollars qu'ils ont cédés en émissions en circulation d'administrations publiques, essentiellement des émissions du gouvernement fédéral. Il s'agit du plus important désinvestissement étranger en obligations canadiennes en près de quatre ans et d'un renversement de la tendance aux placements étrangers soutenus dans ces instruments depuis le troisième trimestre de 2006.

Les avoirs des non-résidents en actions canadiennes ont diminué de 899 millions de dollars au deuxième trimestre. Les investissements étrangers en actions en circulation (3,3 milliards de dollars) ont été nettement dépassés par les remboursements nets (4,2 milliards de dollars), principalement en raison de l'activité liée aux prises de contrôle étrangères. Au cours des trois derniers trimestres, cette activité a fait diminuer de 16,0 milliards de dollars les avoirs de portefeuille étrangers, malgré des placements en actions en circulation qui ont atteint 9,3 milliards de dollars. L'indice Standard and Poor's/Bourse de Toronto a progressé de 5,6 % pour la période allant de mars à juin 2007.

Les non-résidents ont acheté pour 1,0 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien au cours du deuxième trimestre. Ils ont concentré leurs placements dans des effets de sociétés canadiennes, en ayant acquis pour 961 millions de dollars.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

La catégorie des autres investissements du compte financier, qui est formée des prêts, des dépôts et des réserves internationales, a enregistré une rentrée nette de capitaux de 9,4 milliards de dollars au deuxième trimestre comparativement à une rentrée nette de 2,5 milliards de dollars au premier trimestre. Cela était principalement le fruit d'importantes rentrées de capitaux au chapitre des dépôts internationaux pour un deuxième trimestre consécutif, qui ont plus qu'effacé l'augmentation des actifs canadiens. Le dollar canadien a connu des hausses substantielles par rapport à toutes les autres grandes devises au cours du trimestre, clôturant celui-ci à 93,9 cents américains, en hausse de plus de 7 cents américains.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535, 1536 et 1537.

Le numéro du deuxième trimestre de 2007 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XWF, gratuit) paraîtra sous peu.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le troisième trimestre seront diffusées le 29 novembre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Berger au 613-951-3619, Division de la balance des paiements.

□

Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données non désaisonnalisées							
en millions de dollars							
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	132 405	131 426	130 643	134 856	138 815	518 762	522 926
Biens	115 548	111 946	115 070	119 120	121 799	451 783	455 696
Services	16 857	19 480	15 573	15 736	17 016	66 979	67 230
Revenus de placements	14 748	16 492	17 050	15 519	16 587	48 213	61 599
Investissements directs	7 609	8 677	9 523	7 523	8 026	26 017	32 600
Investissements de portefeuille	4 202	4 262	4 682	5 215	5 420	12 380	16 867
Autres investissements	2 937	3 554	2 844	2 781	3 140	9 816	12 131
Transferts courants	2 021	1 920	2 704	2 871	2 140	8 176	9 682
Recettes du compte courant	149 174	149 838	150 397	153 245	157 542	575 151	594 207
Paiements							
Biens et services	125 310	121 328	122 453	126 159	128 053	467 423	486 789
Biens	104 860	100 300	102 246	104 382	107 063	388 282	404 395
Services	20 450	21 028	20 207	21 776	20 990	79 141	82 394
Revenus de placements	18 108	18 006	19 888	21 122	20 108	70 735	73 446
Investissements directs	8 145	7 608	8 573	8 986	9 137	34 212	31 091
Investissements de portefeuille	6 602	6 783	7 129	7 049	6 940	27 897	27 094
Autres investissements	3 361	3 616	4 186	5 087	4 031	8 625	15 260
Transferts courants	1 781	2 090	2 859	3 541	1 875	9 051	10 394
Paiements du compte courant	145 199	141 423	145 200	150 822	150 036	547 208	570 629
Soldes							
Biens et services	7 095	10 099	8 190	8 697	10 762	51 340	36 137
Biens	10 688	11 646	12 824	14 737	14 736	63 501	51 302
Services	-3 593	-1 548	-4 635	-6 040	-3 974	-12 162	-15 165
Revenus de placements	-3 359	-1 514	-2 839	-5 603	-3 522	-22 522	-11 847
Investissements directs	-535	1 069	951	-1 463	-1 111	-8 195	1 509
Investissements de portefeuille	-2 400	-2 521	-2 447	-1 834	-1 519	-15 518	-10 227
Autres investissements	-424	-62	-1 342	-2 306	-891	1 191	-3 129
Transferts courants	239	-170	-154	-671	265	-875	-712
Solde du compte courant	3 975	8 415	5 197	2 424	7 506	27 943	23 578
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 076	993	951	1 247	1 165	5 940	4 201
Compte financier	-5 769	-7 587	-1 164	-11 434	-11 705	-38 287	-22 741
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-15 787	-13 245	-17 046	-16 618	-9 780	-40 645	-51 322
Investissements de portefeuille	-20 808	-20 372	-17 637	-26 015	-23 756	-53 279	-78 693
Obligations étrangères	-12 689	-9 533	-10 767	-16 450	-16 016	-29 238	-43 602
Actions étrangères	-9 055	-5 892	-5 142	-9 333	-7 502	-21 951	-28 291
Effets du marché monétaire étranger	936	-4 946	-1 728	-232	-239	-2 089	-6 800
Autres investissements	-20 938	-12 939	19 796	-21 215	-14 921	-22 157	-35 325
Prêts	-4 317	-6 377	429	-4 524	4 300	8 217	-12 201
Dépôts	-16 742	-4 069	25 901	-6 126	-9 068	-15 817	-8 183
Réserves internationales officielles	909	52	1 662	-4 722	-366	-1 653	-1 013
Autres actifs	-788	-2 545	-8 195	-5 843	-9 787	-12 903	-13 927
Total de l'actif du Canada, flux nets	-57 533	-46 555	-14 887	-63 848	-48 457	-116 081	-165 339
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	8 784	27 223	27 047	22 050	17 145	35 046	78 317
Investissements de portefeuille	12 849	4 166	5 328	6 673	-4 751	9 577	32 544
Obligations canadiennes	-843	6 351	12 341	7 906	-4 858	-78	18 015
Actions canadiennes	9 091	-1 034	-5 264	-532	-899	9 133	10 814
Effets du marché monétaire canadien	4 602	-1 151	-1 749	-702	1 006	522	3 715
Autres investissements	30 131	7 579	-18 653	23 690	24 358	33 171	31 737
Emprunts	3 226	7 048	716	1 177	1 975	3 496	11 873
Dépôts	27 046	657	-18 032	21 844	22 329	28 951	20 724
Autres passifs	-141	-126	-1 337	669	54	723	-860
Total du passif du Canada, flux nets	51 764	38 968	13 723	52 414	36 752	77 793	142 598
Total du compte capital et financier, flux nets	-4 694	-6 593	-213	-10 187	-10 541	-32 347	-18 540
Divergence statistique	719	-1 821	-4 984	7 764	3 035	4 404	-5 038

1. Un signe négatif indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées							
en millions de dollars							
Recettes							
Biens et services	129 186	131 187	132 338	136 433	136 066	518 762	522 926
Biens	112 282	114 294	115 506	119 365	119 029	451 783	455 696
Services	16 904	16 893	16 832	17 068	17 037	66 979	67 230
Voyages	4 213	4 178	4 124	4 106	4 191	16 674	16 598
Transports	2 965	3 049	3 111	3 240	3 241	11 750	12 129
Services commerciaux	9 290	9 224	9 140	9 257	9 143	36 888	36 708
Services gouvernementaux	436	443	457	465	462	1 666	1 795
Revenus de placements	14 323	16 498	16 885	16 060	15 995	48 213	61 599
Investissements directs	7 407	8 716	9 150	7 942	7 738	26 017	32 600
Intérêts	398	434	276	379	272	1 045	1 380
Bénéfices	7 009	8 282	8 874	7 562	7 467	24 971	31 220
Investissements de portefeuille	4 129	4 295	4 741	5 239	5 271	12 380	16 867
Intérêts	1 480	1 582	1 838	2 033	2 163	3 652	6 189
Dividendes	2 649	2 712	2 903	3 206	3 108	8 728	10 679
Autres investissements	2 787	3 488	2 995	2 880	2 985	9 816	12 131
Transferts courants	2 282	2 252	2 521	2 437	2 419	8 176	9 682
Privé	644	673	623	664	653	2 697	2 680
Officiel	1 638	1 579	1 897	1 773	1 766	5 479	7 002
Total des recettes	145 791	149 938	151 744	154 929	154 480	575 151	594 207
Paiements							
Biens et services	120 562	123 701	124 297	125 889	123 739	467 423	486 789
Biens	100 128	102 968	103 175	104 757	102 774	388 282	404 395
Services	20 434	20 732	21 122	21 133	20 966	79 141	82 394
Voyages	5 685	5 874	6 081	5 964	5 918	22 059	23 311
Transports	4 721	4 823	5 058	5 035	4 943	17 566	19 194
Services commerciaux	9 773	9 779	9 726	9 884	9 849	38 503	38 865
Services gouvernementaux	255	255	256	250	255	1 013	1 024
Revenus de placements	18 760	18 259	19 848	20 101	20 123	70 735	73 446
Investissements directs	8 584	7 555	8 569	8 456	8 900	34 212	31 091
Intérêts	365	365	370	356	360	1 501	1 465
Bénéfices	8 219	7 190	8 199	8 100	8 541	32 711	29 626
Investissements de portefeuille	6 584	6 797	7 175	7 004	6 928	27 897	27 094
Intérêts	5 448	5 624	5 819	5 883	5 734	23 369	22 324
Dividendes	1 136	1 173	1 355	1 120	1 195	4 528	4 770
Autres investissements	3 592	3 908	4 105	4 642	4 294	8 625	15 260
Transferts courants	2 139	2 313	2 977	2 826	2 256	9 051	10 394
Privé	1 330	1 417	2 129	1 915	1 409	5 172	6 913
Officiel	809	896	849	911	847	3 879	3 481
Total des paiements	141 462	144 273	147 123	148 817	146 118	547 208	570 629
Soldes							
Biens et services	8 624	7 487	8 041	10 544	12 327	51 340	36 137
Biens	12 154	11 325	12 331	14 609	16 256	63 501	51 302
Services	-3 530	-3 839	-4 290	-4 065	-3 928	-12 162	-15 165
Voyages	-1 472	-1 696	-1 957	-1 859	-1 727	-5 385	-6 713
Transports	-1 757	-1 775	-1 948	-1 795	-1 702	-5 815	-7 065
Services commerciaux	-482	-556	-587	-627	-706	-1 615	-2 157
Services gouvernementaux	181	188	202	215	207	653	770
Revenus de placements	-4 437	-1 761	-2 963	-4 041	-4 128	-22 522	-11 847
Investissements directs	-1 176	1 161	581	-514	-1 162	-8 195	1 509
Intérêts	34	69	-94	24	-88	-455	-85
Bénéfices	-1 210	1 092	674	-538	-1 074	-7 740	1 594
Investissements de portefeuille	-2 455	-2 502	-2 434	-1 765	-1 657	-15 518	-10 227
Intérêts	-3 968	-4 042	-3 982	-3 851	-3 571	-19 718	-16 135
Dividendes	1 513	1 540	1 548	2 086	1 913	4 200	5 908
Autres investissements	-806	-420	-1 110	-1 762	-1 309	1 191	-3 129
Transferts courants	143	-61	-457	-390	163	-875	-712
Privé	-686	-744	-1 505	-1 251	-756	-2 475	-4 233
Officiel	829	683	1 049	861	919	1 600	3 521
Compte courant	4 330	5 665	4 622	6 113	8 362	27 943	23 578

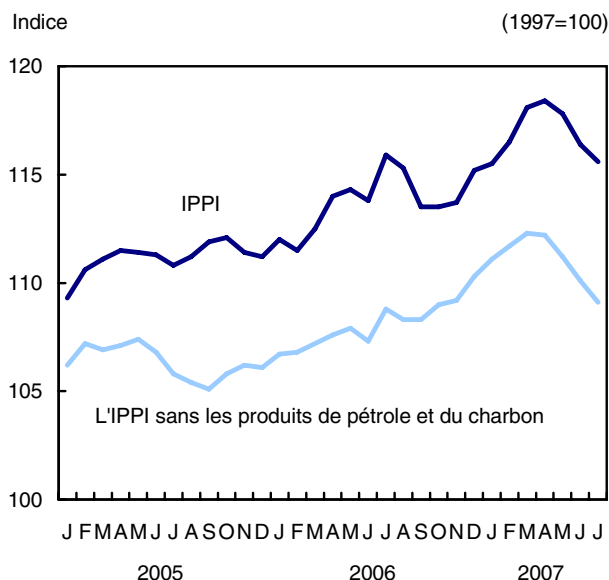
■

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes

Juillet 2007

En juillet, la baisse des prix des métaux et la force du dollar canadien ont entraîné à la baisse les prix des produits manufacturés pour un troisième mois consécutif, tandis que le bond des prix du pétrole brut a poussé les prix des matières brutes à la hausse.

Les prix des produits manufacturés baissent de nouveau



De juin à juillet, les prix demandés par les fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), ont enregistré une diminution de 0,7 %, après deux baisses mensuelles d'affilée. La réduction des prix représente essentiellement la baisse des prix des produits métalliques de première transformation, de ceux des véhicules automobiles et autre matériel de transport, ainsi que de ceux des produits chimiques. Par contre, l'appréciation des prix des produits du pétrole et du charbon, ainsi que du bois d'oeuvre et autres produits du bois, a ralenti la baisse de l'IPPI.

Sur 12 mois, l'IPPI s'est légèrement déprécié de 0,3 %, ce qui représente une première baisse après 22 hausses consécutives. Les diminutions les plus significatives ont été enregistrées par les véhicules automobiles et autre matériel de transport, ainsi que par les produits du pétrole et du charbon. Le mouvement à la baisse a été ralenti entre autres par la hausse des prix des produits chimiques, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux, ainsi que du tabac et des produits du tabac.

Note aux lecteurs

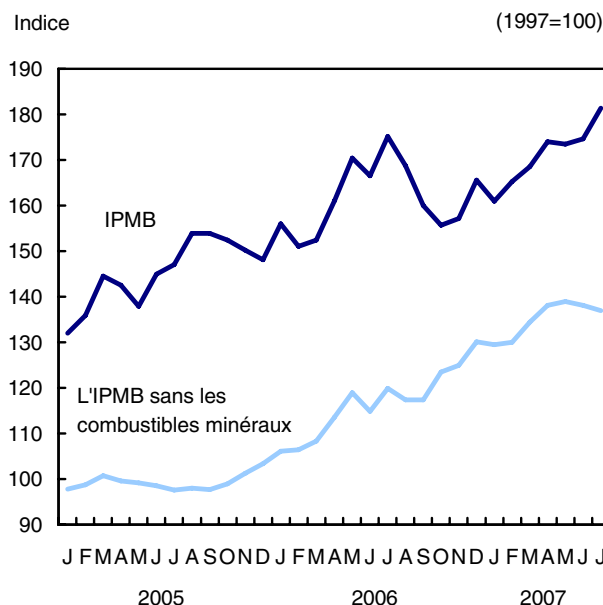
L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport et ceux des commerces de gros et de détail.

Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, en particulier dans le cas des véhicules automobiles, de la pâte de bois, du papier et des produits du bois. Les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent par conséquent sur l'IPPI.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 3,9 % de juin à juillet, entraîné presque exclusivement par le bond des prix des combustibles minéraux. Les baisses les plus fortes ont été observées pour les animaux et les substances animales, pour les métaux non ferreux, ainsi que pour le bois.

Les prix des matières brutes augmentent encore



Comparativement à juillet 2006, les matières brutes ont coûté 3,5 % plus cher aux usines, ce qui représente un ralentissement comparativement au taux de 4,9 %

enregistré en juin. La hausse de l'indice a été provoquée principalement par les prix des métaux non ferreux et elle a été ralentie par ceux des combustibles minéraux.

En juillet, l'IPPI s'établissait à 115,6 (1997=100), en baisse par rapport au niveau révisé de 116,4 de juin. L'IPMB a été de 181,4 (1997=100), en hausse par rapport au niveau révisé de 174,6 de juin.

IPPI : Les produits métalliques de première transformation entraînent à la baisse l'indice des prix industriels

D'un mois à l'autre, les prix des fabricants ont été entraînés à la baisse surtout par la chute des prix des produits métalliques de première transformation, et dans une moindre mesure par la diminution des prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport et des produits chimiques. Par contre, l'indice d'ensemble a été soutenu par la hausse des prix des produits du pétrole et du charbon ainsi que du bois d'oeuvre et autres produits du bois.

Les prix des produits métalliques de première transformation ont chuté de 3,9 % en juillet après deux baisses mensuelles consécutives. L'indice a glissé de 10,9 % depuis le sommet atteint en avril dernier. En juillet, les produits du nickel ont chuté de 21,0 %, et cette baisse se compare à celle de juin (-22,2 %). Les prix du nickel reviennent à des niveaux plus réalistes compte tenu des stocks élevés et des coupures de production dans l'industrie de l'acier. Les autres baisses de prix des métaux ont été moins importantes pour le mouvement de l'indice des produits métalliques de première transformation, en particulier en ce qui concerne les produits de l'aluminium (-1,9 %) et les produits du fer et de l'acier (-0,9 %). Les réductions des prix de ces métaux traduisent le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis ainsi que l'importance des stocks. La baisse de l'indice des produits métalliques de première transformation a été partiellement atténuée par la hausse de 2,5 % des prix des produits du cuivre et des alliages du cuivre, en conséquence d'un ralentissement de production en Afrique et en Amérique latine et des niveaux de stocks encore bas.

Les prix des véhicules automobiles ont fléchi de 0,8 %, ce qui représente la sixième baisse mensuelle consécutive. Les prix des véhicules automobiles continuent de subir les contrecoups de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Les prix des produits chimiques ont baissé de 1,6 % après avoir enregistré une légère diminution de 0,1 %

en juin. Ils ont été entraînés par la baisse des prix de l'ammoniaque et de l'engrais à base d'urée, qui ont diminué tous les deux de 18,3 %. Une baisse de la demande a nui à ces deux produits.

La baisse de l'IPPI a été freinée par la hausse des prix des produits du pétrole et du charbon, lesquels ont augmenté de 0,8 %, après avoir affiché une baisse de 2,6 % en juin. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI aurait diminué de 0,9 % plutôt que de 0,7 %.

Les prix du bois d'oeuvre et autres produits du bois ont augmenté de 0,9 % en juillet, après avoir affiché une hausse de 0,6 % en juin. Les prix du bois restent à un niveau bas par rapport aux années précédentes, en particulier, ils sont inférieurs de 2,2 % à la moyenne observée en 2006. En juillet, les seuls produits qui ont enregistré une hausse de prix significative sont les panneaux de particules (+17,4 %) et les placages et les contreplaqués de résineux (+6,1 %).

IPPI : Variation sur 12 mois, première baisse après 22 hausses consécutives

L'IPPI a légèrement reculé de 0,3 % de juillet 2006 à juillet 2007, ce qui représente la première baisse, après 22 mois de hausse. L'IPPI a été entraîné à la baisse surtout par les véhicules automobiles et autre matériel de transport, ainsi que par les produits du pétrole et du charbon. On observe aussi des diminutions de prix pour la pâte de bois et les produits du papier, pour les métaux de première transformation et pour les produits électriques et de communication. L'IPPI, excluant le pétrole et le charbon, a augmenté de 0,3 %, c'est-à-dire à un rythme inférieur à ceux des mois précédents.

Par rapport à juillet 2006, les prix des véhicules automobiles ont baissé de 4,5 %, ce qui représente une diminution de prix plus grande que celle enregistrée en juin (-2,8 %). Les prix du pétrole et du charbon ont aussi accentué leur baisse, ayant fléchi de 5,0 % comparativement à la diminution de 0,6 % observée au mois précédent. Les prix des métaux de première transformation ont enregistré une première baisse (-1,8 %) depuis novembre 2005, entraînés par les produits du cuivre et les alliages de cuivre (-10,8 %), par les produits d'aluminium (-8,4 %) et par les produits du fer et de l'acier (-3,1 %).

La baisse de l'IPPI a été atténuée par l'appréciation des prix des produits chimiques (+3,5 %), des fruits, des légumes et des aliments pour animaux (+3,8 %), du tabac et des produits du tabac (+14,7 %) et de la viande, du poisson et des produits laitiers (+2,0 %).

IPMB : Le bond des prix des combustibles minéraux a provoqué un accroissement des prix des matières brutes

Les prix des matières brutes se sont appréciés de 3,9 % en juillet, ce qui représente une accélération de la croissance des prix par rapport aux six premiers mois de 2007. L'IPMB a été entraîné par la forte hausse des prix des combustibles minéraux. Par contre, la baisse des prix des animaux et des substances animales, de ceux des métaux non ferreux et de ceux du bois a ralenti légèrement la progression de l'IPMB d'ensemble.

Les combustibles minéraux ont bondi de 9,5 %, à la suite de la forte appréciation du prix du pétrole brut (+11,9 %). Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait baissé de 0,9 % par rapport à juin au lieu d'afficher une hausse de 3,9 %.

Les prix des animaux et des substances animales ont baissé de 1,9 %, particulièrement en raison des prix plus bas des bovins envoyés à l'abattage (-4,0 %). L'augmentation des coûts de la nourriture pour animaux a provoqué un surplus d'offre d'animaux de boucherie.

Les prix des métaux non ferreux ont baissé de 0,6 %, en particulier ceux des concentrés radioactifs (-3,6 %), des concentrés de zinc (-4,7 %) et des concentrés de nickel (-21,0 %). Par contre, les prix du plomb ont bondi de 29,1 %, à la suite de la forte demande internationale, et ils ont grandement atténué l'effet de la baisse des autres métaux.

Sur 12 mois, les prix des matières brutes se sont accrus de 3,5 % en juillet, ce qui représente un ralentissement par rapport au taux d'accroissement de 4,9 % observé en juin. Le prix des matières brutes a été entraîné à la hausse surtout par le bond de 28,2 % des prix des métaux non ferreux, alors qu'il a été freiné par la baisse de 5,8 % des combustibles minéraux. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait augmenté de 14,2 % au lieu de 3,5 %.

Les métaux non ferreux ont le plus contribué à la progression sur 12 mois, ayant enregistré une hausse des prix de 28,2 %, principalement en raison des augmentations d'une année à l'autre des prix des concentrés radioactifs et du plomb.

Les prix se sont également accrus par rapport à l'année précédente pour les substances végétales (+15,3 %), pour le bois (+10,5 %), et pour les animaux et les substances animales (+1,6 %).

Impact du taux de change

De juin à juillet, la valeur du dollar canadien s'est appréciée de 1,4 % par rapport au dollar américain. Par conséquent, sans l'effet du taux de change, la variation de l'IPPI aurait constitué une baisse de 0,3 % au lieu d'une baisse de 0,7 %.

Sur 12 mois, le dollar canadien s'est apprécié de 7,6 % par rapport au dollar américain. Si l'effet du taux de change avait été exclu, les prix à la production auraient monté de 1,7 % au lieu de baisser de 0,3 % de juillet 2006 à juillet 2007.

Les prix des produits semi-finis baissent pour un troisième mois d'affilée

De juin à juillet, les prix des produits semi-finis ont fléchi de 0,8 %, ayant enregistré une troisième baisse mensuelle d'affilée. La réduction des prix a été répandue parmi tous les produits, à l'exception des produits du pétrole et du charbon ainsi que du bois d'oeuvre et autres produits du bois. Les produits métalliques de première transformation, les produits chimiques ainsi que la pâte de bois et les produits du papier ont le plus contribué à la baisse de l'indice.

Les fabricants de produits semi-finis ont touché 0,5 % de plus pour leurs produits en juillet 2007 qu'en juillet 2006. La plus grande partie de la hausse a été attribuable aux produits chimiques, aux fruits, aux légumes et aux aliments pour animaux, ainsi qu'aux produits de la viande, au poisson et aux produits laitiers. Par contre, les prix des produits du pétrole et du charbon, de la pâte de bois et des produits du papier, des produits métalliques de première transformation, du bois d'oeuvre, des véhicules automobiles et des produits électriques et de communication ont ralenti la croissance d'une année à l'autre.

Les prix des produits finis sont entraînés à la baisse par les prix des véhicules automobiles

De juin à juillet, les prix des produits finis ont légèrement diminué de 0,4 %, ce qui constitue leur quatrième baisse mensuelle consécutive. Les prix des produits finis ont été entraînés à la baisse par les prix des véhicules automobiles, de ceux du pétrole et du charbon et de ceux des machines et matériel ainsi que de ceux des produits électriques et de communication. Les véhicules automobiles et les produits électriques et de communication sont plus sensibles aux mouvements du taux de change. Les rares produits qui ont affiché une hausse de prix, comme ceux du tricot et du vêtement, ainsi que ceux du bois d'oeuvre et autres produits du bois, n'ont eu qu'un faible effet sur la baisse mensuelle des produits finis.

Depuis juillet 2006, les prix des produits finis ont reculé de 1,5 %, ce qui représente la première baisse en huit mois. Les prix des véhicules automobiles, des produits du pétrole et du charbon, et des machines et matériel ont diminué. La baisse de l'indice a été ralentie par la hausse des prix du tabac et des produits du tabac, par celle des produits chimiques et par celle des produits de la viande, du poisson et des produits laitiers.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 329-0038 à 329-0049 et 330-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2306 et 2318.

Le numéro de juillet 2007 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données d'août sur les Indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 28 septembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 (prices-prix@statcan.ca) ou avec Danielle Gouin au 613-951-3375 (danielle.gouin@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

Indices des prix des produits industriels (1997=100)

	Importance relative	Juillet 2006	Juin 2007 ^r	Juillet 2007 ^p	Juillet 2006 à juillet 2007	Juin à juillet 2007
					variation en %	
Indices des prix des produits industriels (IPPI)	100,00	115,9	116,4	115,6	-0,3	-0,7
IPPI sans les produits de pétrole et du charbon	94,32	108,8	110,1	109,1	0,3	-0,9
Agrégations par produits						
Viande, poisson et produits laitiers	5,78	109,0	111,1	111,2	2,0	0,1
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	5,99	104,6	108,5	108,6	3,8	0,1
Boissons	1,57	122,5	124,5	124,5	1,6	0,0
Tabac et produits du tabac	0,63	188,9	216,7	216,7	14,7	0,0
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,30	118,2	116,1	115,9	-1,9	-0,2
Produits textiles	1,58	100,4	100,2	100,2	-0,2	0,0
Produits en tricot et vêtements	1,51	104,9	104,6	104,9	0,0	0,3
Bois d'oeuvre et autres produits de bois	6,30	86,4	84,5	85,3	-1,3	0,9
Meubles et articles d'ameublement	1,59	118,6	120,0	120,2	1,3	0,2
Pâte de bois et produits de papier	7,23	105,6	103,1	102,4	-3,0	-0,7
Impression et édition	1,70	115,3	116,0	116,1	0,7	0,1
Produits métalliques de première transformation	7,80	146,3	149,5	143,7	-1,8	-3,9
Semi-produits métalliques	4,11	124,0	125,2	124,9	0,7	-0,2
Machines et matériel	5,48	107,3	105,5	105,0	-2,1	-0,5
Véhicules automobiles et autre matériel de transport	22,16	92,1	88,7	88,0	-4,5	-0,8
Produits électriques et de communication	5,77	94,2	91,7	91,2	-3,2	-0,5
Produits minéraux non métalliques	1,98	120,0	122,8	122,8	2,3	0,0
Produits du pétrole et du charbon ¹	5,68	247,2	232,9	234,8	-5,0	0,8
Produits chimiques	7,07	122,1	128,4	126,4	3,5	-1,6
Divers produits manufacturés	2,40	113,5	113,3	113,1	-0,4	-0,2
Divers produits non manufacturés	0,38	238,5	576,3	558,2	134,0	-3,1
Produits semi-finis²	60,14	120,1	121,7	120,7	0,5	-0,8
Produits semi-finis de première étape ³	7,71	147,6	164,3	158,7	7,5	-3,4
Produits semi-finis de deuxième étape ⁴	52,43	115,9	115,3	115,0	-0,8	-0,3
Produits finis⁵	39,86	109,7	108,4	108,0	-1,5	-0,4
Aliments de consommation et aliments pour animaux	8,50	114,1	115,7	115,7	1,4	0,0
Matériel capitalisé	11,73	100,1	97,9	97,3	-2,8	-0,6
Tous les autres produits finis	19,63	113,5	111,6	111,0	-2,2	-0,5

^r révisé

^p provisoire

1. L'indice du mois courant est estimé.

2. Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.

3. Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.

4. Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finis.

5. Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.

Indices des prix des matières brutes
(1997=100)

	Importance relative	Juillet 2006	Juin 2007 ^r	Juillet 2007 ^p	Juillet 2006 à juillet 2007 variation en %	Juin à juillet 2007
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	100,00	175,2	174,6	181,4	3,5	3,9
Combustibles minéraux	35,16	294,8	253,7	277,7	-5,8	9,5
Substances végétales	10,28	85,8	98,5	98,9	15,3	0,4
Animaux et substances animales	20,30	104,6	108,4	106,3	1,6	-1,9
Bois	15,60	78,0	87,4	86,2	10,5	-1,4
Matières ferreuses	3,36	132,4	131,6	132,0	-0,3	0,3
Métaux non ferreux	12,93	207,4	267,3	265,8	28,2	-0,6
Minéraux non métalliques	2,38	141,1	147,9	148,0	4,9	0,1
IPMB sans les combustibles minéraux	64,84	119,9	138,1	136,9	14,2	-0,9

^r révisé

^p provisoire



Emploi dans le secteur public

Deuxième trimestre de 2007 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public continue d'augmenter, même si son importance relative par rapport à l'ensemble de la population active employée demeure constante.

Le secteur public comprend les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que les entreprises publiques.

L'emploi dans le secteur public s'est chiffré à 3,2 millions d'employés au deuxième trimestre de 2007, en hausse de 0,9 % par rapport au même trimestre en 2006.

L'emploi dans le secteur public a atteint un creux au cours du troisième trimestre de 1999, ayant affiché une moyenne d'un peu moins de 2,7 millions d'employés. Depuis, soit de 2000 à 2006, l'emploi dans le secteur public a enregistré une augmentation annuelle d'environ 2,2 %.

Toutefois, l'emploi dans le secteur public en proportion de la population active employée reste relativement constant. Depuis 2000, l'emploi dans le secteur public représente environ 19 % du total de la population active employée.

Dans l'administration publique générale (fédérale, provinciale et territoriale ainsi que locale, excluant les établissements de soins de santé et d'enseignement), seule la composante fédérale a affiché une diminution. Il y avait environ 390 000 employés en moyenne au deuxième trimestre, en baisse de 3,7 % par rapport au même trimestre en 2006, pendant le recrutement temporaire d'un grand nombre d'employés pour le Recensement de 2006. La diminution a été partiellement compensée par une augmentation de l'emploi militaire au Canada, soit une hausse de 2,3 % par rapport au deuxième trimestre de 2006.

Dans le cas des administrations publiques générales provinciales et territoriales, le nombre d'employés s'est accru pour se fixer à un peu plus de 360 000, en hausse de 1,7 % par rapport au même trimestre en 2006. Les administrations publiques générales locales se sont aussi accrues, comptant un nombre estimatif de 395 000 employés, en hausse de 2,3 % par rapport au deuxième trimestre de 2006.

La répartition de l'emploi dans le secteur public selon la composante est demeurée stable au cours des 10 dernières années, y compris le deuxième trimestre de 2007, alors qu'elle est demeurée à peu près inchangée comparativement au deuxième trimestre de 2006.

Pendant le deuxième trimestre de 2007, les trois ordres de l'administration publique générale

(fédéral, provincial-territorial et local) totalisaient 35,2 % de l'emploi du secteur public. Les établissements d'enseignement représentaient 32,1 % de l'emploi, les établissements de soins de santé et de services sociaux, 24,6 %, et les entreprises publiques, 8,1 %.

La part des salaires et traitements par composante a changé légèrement au cours des 10 dernières années, y compris le deuxième trimestre de 2007. Les établissements de soins de santé et de services sociaux ont vu leur part des salaires et traitements totaux du secteur public augmenter passant de 19,9 % à 22,5 % entre 1997 et 2006 de même que celle de l'administration publique fédérale (de 14,3 % à 16,4 %) et des établissements d'enseignement (de 9,2 % à 10,2 %).

Par contre, la part du total des salaires et traitements du secteur public attribuable aux entreprises publiques a diminué, pour passer de 10,9 % à 8,7 % au cours de la même période, de même que celle des administrations publiques générales provinciales-territoriales (de 13,5 % à 12,4 %) et celle des administrations publiques générales locales (de 12,1 % à 11,4 %).

Emploi dans le secteur public¹

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007
	en milliers			
Secteur public	3 146	3 221	3 198	3 249
Administrations				
publiques générales	1 085	1 145	1 104	1 145
Fédérale	375	405	382	390
Provinciales-territoriales	340	354	343	360
Locales	370	386	378	395
Établissements d'enseignement	1 032	1 030	1 050	1 042
Universités et collèges ²	354	339	357	340
Commissions scolaires	678	692	693	702
Établissements de soins de santé et de services sociaux	768	781	783	798
Entreprises publiques	261	265	261	265

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

2. Y compris les instituts de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Les estimations de l'emploi et le total des salaires et des traitements dans le secteur public sont maintenant offertes pour le deuxième trimestre de 2007. Des révisions ont été apportées aux données du premier trimestre.

Nota : Le secteur public englobe toutes les entités économiques contrôlées par un gouvernement. Il comprend quatre grandes composantes, soit l'administration publique fédérale (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes ainsi que les

organismes et les fonds autonomes), les administrations publiques provinciales et territoriales (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, les collèges et les universités ainsi que les établissements de soins de santé et de services sociaux), les administrations publiques locales (les municipalités et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, et les conseils et les commissions scolaires) et les entreprises publiques (fédérales, provinciales-territoriales et locales).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Les tableaux de données de l'emploi dans le secteur public sont également accessibles en ligne dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, consultez le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information*, en cliquant sur le lien suivant : 1713.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (pid-dipinfo-dip@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Elliott au 613-951-4551 (peter.elliott@statcan.ca), Division des institutions publiques. ■

Indicateurs des écoles publiques 1998-1999 à 2004-2005

Le rapport «Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et territoires», diffusé aujourd'hui, présente l'examen complet des indicateurs des écoles publiques pour les provinces et les territoires pour les années scolaires allant de 1998-1999 à 2004-2005.

On y examine les tendances du nombre d'élèves inscrits et d'éducateurs dans les écoles primaires et secondaires publiques, de même que les statistiques financières de base, telles que les dépenses totales en éducation et les dépenses par élève.

De 1998-1999 à 2004-2005, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires publiques a fléchi de 1,9 % pour se fixer à un peu moins de 5,3 millions.

Pendant ce temps, toutes les provinces accusaient une baisse à ce chapitre, sauf l'Alberta et l'Ontario. En Alberta, il y avait en tout 551 000 élèves inscrits dans les écoles publiques en 2004-2005, en hausse de 1,4 % par rapport à 1998-1999. En Ontario, le nombre d'élèves inscrits a augmenté légèrement de 0,6 % pour s'établir à 2,1 millions.

La plus forte baisse du nombre d'élèves inscrits s'est produite à Terre-Neuve-et-Labrador où il a chuté de 18,5 % depuis 1998-1999. Cette donnée concorde avec les estimations démographiques selon lesquelles la population d'âge scolaire à Terre-Neuve-et-Labrador a aussi régressé de près de 18,5 % au cours de cette période, ce qui résulte en grande partie d'une incessante migration vers les autres provinces canadiennes.

Ailleurs au pays, les reculs du nombre d'élèves inscrits varient entre 10,5 % au Yukon et 1,4 % au Québec. Ces reculs peuvent être attribuables au vieillissement de la population, car les enfants des membres de la génération du baby-boom entreprennent maintenant leurs études postsecondaires, ce qui s'ajoute à la hausse du nombre d'élèves inscrits aux études postsecondaires depuis quelques années.

Par ailleurs, les dépenses totales consacrées aux écoles primaires et secondaires publiques ont augmenté plus rapidement que l'inflation, telle qu'elle est mesurée par l'Indice des prix à la consommation.

En effet, tandis que les dépenses totales à ce chapitre se chiffraient à 35,7 milliards de dollars en 1998-1999, ces dépenses avaient augmenté de 24,6 % en 2004-2005 pour s'établir à 44,5 milliards de dollars. Ce montant se situe bien au-dessus de la hausse de 15 % enregistrée pour l'inflation.

En 1998-1999, à l'échelle nationale, assurer l'instruction d'un élève au Canada coûtait en moyenne 7 077 \$ (dollars courants). Six ans plus tard, il en coûtait 9 040 \$, soit 28 % de plus.

À l'échelon provincial, le coût annuel pour chaque élève en 2004-2005 variait, allant de 7 600 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard à 9 200 \$ en Ontario, au Manitoba et en Alberta.

En 2004-2005, il y avait dans les écoles publiques du Canada un peu moins de 310 000 éducateurs, en hausse de 1,3 % par rapport au nombre enregistré il y a six ans (en fonction des équivalents plein temps). Tandis qu'il augmentait dans huit secteurs de compétence, le nombre d'éducateurs chutait dans cinq secteurs de compétence.

À l'échelon provincial, la plus forte hausse du nombre d'éducateurs a eu lieu en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario.

Nota : Le terme «éducateur» désigne non seulement le personnel enseignant, mais également tout le personnel du réseau des écoles publiques qui doit obtenir un brevet

d'enseignement en guise de préalable à l'emploi. En règle générale, cette définition englobe les directeurs, les vice-directeurs et les professionnels affectés à des tâches autres que l'enseignement.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5102.

Le rapport intitulé «Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et territoires, 1998-1999 à 2004-2005», qui fait partie de la série *Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche* (81-595-MIF2007050, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À partir du module *Publications*, sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Éducation*, puis *Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation - Documents de recherche*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441 ■

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques

Juin 2007

En juin, l'indice des prix des ordinateurs commerciaux a chuté de 0,6 % pour s'établir à 34,7 (2001=100) comparativement à mai. L'indice des prix des ordinateurs des consommateurs s'est également replié de 1,4 % pour s'établir à 14,3.

Dans le cas des périphériques d'ordinateurs, les prix des moniteurs ont baissé de 2,7 % pour se situer à 51,1, alors que les prix des imprimantes ont également fléchi de 0,2 % pour se fixer à 47,7.

Ces indices sont offerts à l'échelle nationale seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 331-0001 et 331-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5032.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec Neil Killips au 613-951-5722 (neil.killips@statcan.ca), Division des prix. ■

Volaille et oeufs

2007 (données provisoires)

Au cours des six premiers mois de 2007, la production d'oeufs s'est chiffrée à 288,3 millions de douzaines, en légère baisse de 0,4 % par rapport à la même période en 2006. En juin, elle a diminué de 1,4 % comparativement à juin 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0020, 003-0022 à 003-0024, 003-0038 et 003-0039.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3425 et 5039.

Le numéro d'août 2007 de *Statistiques de volaille et oeufs*, vol. 4, n° 2 (23-015-XWF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À partir du module *Publications*, sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca) ou avec Bernadette Alain au 902-893-7251 (bernadette.alain@statcan.ca) ou composez sans frais le 1-800-465-1991, Division de l'agriculture. ■

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers

Juillet 2007

L'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers (IPSM) est un indice mensuel des prix qui mesure l'évolution dans le temps des prix des services de messageries et de services de messagers fournis par des entreprises de livraison sur de longues et de courtes distances à des clients d'affaires établis au Canada.

En juillet, l'IPSM s'est établi à 125,7 (2003=100), en hausse de 0,1 %. D'un mois à l'autre, la composante de messageries a grimpé de 0,1 %, tandis que celle des services locaux a diminué de 0,3 %.

Ces indices sont offerts à l'échelle nationale seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 329-0053.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 5064.**

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez
avec les Services à la clientèle au 613-951-9606

ou composez sans frais le 1-866-230-2248
(prices-prix@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur
les concepts, les méthodes et la qualité des données,
communiquez avec Perry Kirkpatrick au 613-951-1930
(perry.kirkpatrick@statcan.ca), Division des prix. ■

Nouveaux produits

Statistiques de volaille et oeufs, avril à juin 2007, vol. 4, n° 2

Numéro au catalogue : 23-015-XWF
(gratuit).

Emploi, gains et durée du travail, juin 2007, vol. 85, n° 6

Numéro au catalogue : 72-002-XIB
(gratuit).

Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche : «Indicateurs sommaires des écoles publiques pour les provinces et les territoires, 1998-1999 à 2004-2005», n° 50

Numéro au catalogue : 81-595-MIF2007050
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF 11-070-150-00000001	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements au travail et les services de transport urbain, soit le mode le plus éco-énergétique du cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, négative.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice des offres d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Aide au revenu personnel, novembre 1996 - Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.